

Venustatis saeculis urbibus
hanc adclinis Damascus
hanc decorata Damascus
hyros.
P15.



GRAND FORMAT
Sciens subiratus ambage est diem.
P16 & 17

NOTRE SUPPLEMENT



LE SOIR

LE DOSSIER DE LA SEMAINE

Violence envers les journalistes : écouter, comprendre et protéger

12ème ! C'est la place de la Belgique au Classement mondial de la liberté de la presse réalisé chaque année par Reporters Sans Frontières. 12ème sur 180 pays. La place peut paraître honorable, mais les analystes rappellent que notre pays était classé 7ème en 2018. En l'espace de deux ans, la Belgique a donc perdu cinq places.

Que s'est-il passé? RSF pointe notamment « le licenciement abusif de journalistes du quotidien L'Avenir [qui] a provoqué un tollé d'autant plus grand que dans la foulée, une liste noire de journalistes considérés comme 'indésirables' a fuité ». L'association rappelle aussi ce projet de loi déposé l'an dernier par Didier Reynders qui prévoyait des peines d'emprisonnement pour toute personne divulguant des informations classifiées. Dans le même temps, on a assisté à une vague de licenciements chez RTL Belgium, plusieurs journalistes de la RTBF ont subi une arrestation administrative considérée par certains comme abusive... « La situation des journalistes et celle de la liberté de la presse se détériorent en Belgique », estime Reporters Sans Frontières dans son rapport. RSF souligne que, depuis quelques années, « le Classement Mondial de la liberté de la presse révèle un climat de haine de plus en plus marqué ». Notre pays n'y échappe pas. La défiance envers les médias semble s'être peu à peu muée en une haine ouvertement exprimée. « Merdias », « tous pourris » et autre « journalope » sont entrés dans le langage. La violence verbale à l'égard des journalistes est quotidienne sur les réseaux sociaux. Parfois, cette violence devient aussi physique... Aucun média n'est épargné par cette agressivité. Mais Christophe De-loire, directeur de RSF, prévient : « La libération de la haine contre les journalistes est l'une des pires menaces pour les démocraties ».

Dans cette enquête, nous tenterons d'analyser cette violence envers les journalistes en plusieurs étapes. D'abord, le contexte de « média-bashing ». D'où vient cette violence ? Comment se manifeste-t-elle ? Les journalistes ont-ils démerité ? Nous aborderons également le volet de la protection des journalistes. Nous verrons comment les rédacteurs en chef réagissent pour garantir à leurs journalistes des conditions de travail dignes, libres, et finalement... normales. A lire dès demain, les témoignages de Vinciane Votron, journaliste de la RTBF agressée en plein direct lors d'une manifestation des Gilets Jaunes à Feluy ou encore Daniel Foucart journaliste de Sudpresse, violemment agressé par un lecteur à l'intérieur même de sa rédaction.

A vos armes ! Prêts ? Liberté.

P1 & 2.

LAURICK AYOUB



EDITO

BEATRICE DELVAUX EDITORIALISTE EN CHEF

Vel concedere impetrare communis maxime de vidimus novit amicis sapientiam quos nobis amicis quidem

Ibi victu recreati et quiete, postquam abierat timor, vicos opulentos adorti equestrium adventu cohortium, quae casu propinquabant, nec resistere planitie porrecta conati digressi sunt retroque concedentes omne iuventutis robur relictum in sedibus acciverunt.

Altera sententia est, quae definit amicitiam paribus officiis ac voluntatibus. Hoc quidem est nimis exigue et exiliter ad calculos vocare amicitiam, ut par sit ratio acceptorum et datorum. Divitior mihi et affluentior videtur esse vera amicitia nec observare restricte, ne plus reddat quam acceperit; neque enim verendum est, ne quid excidat, aut ne quid in terram defluat, aut ne plus aequo quid in amicitiam congeratur.

Sed fruatur sane hoc solacio atque hanc insignem ignominiam, quoniam uni praeter se inusta sit, putet esse levioem, dum modo, cuius exemplo se consolatur, eius exitum expectet, praesertim cum in Albucio nec Pisonis libidines nec audacia Gabini fuerit ac tamen hac una plaga conciderit, ignominia senatus.

Proinde die funestis interrogationibus praestituto imaginarius iudex equitum resedit magister bitis

Proinde die funestis interrogationibus praestituto imaginarius iudex equitum resedit magister adhibitis aliis iam quae essent agenda praedoctis, et adsistebant hinc inde notarii, quid quaesitum esset, quidve responsum, cursim ad Caesarem perferentes, cuius imperio truci, stimulis reginae exsertantis aurem subinde per aulaeum, nec diluere obiecta permissi nec defensi periere conplures.

Has autem provincias, quas Orontes ambiens amnis imosque pedes Cassii montis illius celsi praetermeans funditur in Parthenium mare, Gnaeus Pompeius superato Tigrane regnis Armeniorum abstractas dicioni Romanae coniunxit.

Sed si ille hac tam eximia fortuna propter utilitatem rei publicae frui non properat, ut omnia illa conficiat, quid ego, senator, facere debeo, quem, etiamsi ille aliud vellet, rei publicae consulere oporteret?

Metuentes igitur idem latrones Lycaoniam magna parte campestem cum se in pares nostris



© Kap

Ideo urbs venerabilis post superbas efferatarum gentium cervices

Opressas latasque leges fundamenta libertatis et retinacula sempiterna velut frugi parens et prudens et dives Caesaribus tamquam liberis suis regenda patrimonii iura permisit.

Utque aegrum corpus quassari etiam levibus solet offensis, ita animus eius angustus et tener, quicquid increpisset, ad salutis suae dispendium existimans factum aut cogitatum, insontium caedibus fecit victoriam luctuosam.

Et olim licet otiosae sint tribus pacataeque centuriae et nulla suffragiorum certamina set Pompiliani redierit securitas temporis, per omnes tamen quotquot sunt partes terrarum, ut domina suscipitur et regina et ubique patrum reverenda cum auctoritate canities populi Romani nomen circumspicuum et verecundum.

Nemo quaeso miretur, si post exsudatos labores itinerum longos congestosque adfatim commeatu fiducia vestri ductante barbaricos pagos adventans velut mutato repente consilio ad placidiora deverti.

Haec subinde Constantius audiens et quaedam referente Thalassio doctus, quem eum odisse iam conpererat lege communi, scribens ad Caesarem blandius adiumenta paulatim illi subtraxit, sollicitari se simulans ne, uti est militare otium fere tumultuosum, in eius perniciem conspiraret, solisque scholis iussit esse contentum palatinis et protectorum cum Scutariis et Gentilibus, et mandabat Domitiano, ex comite largitionum, praefecto ut cum in Syriam venerit, Gallum, quem crebro acciverat, ad Italiam properare blande hortaretur et verecunde.

Nam sole orto magnitudine angusti gurgitis sed profundi a transitu arcebantur et dum piscatorios quaerunt lenuculos vel innare temere contextis cratibus parant, effusae legiones, quae hiemabant tunc apud Siden, isdem impetu occurrere veloci. et signis prope ripam locatis ad manus comminus conserendas denseta scutorum conpage semet scientissime praestuebant, ausos quoque aliquos fiducia nandi vel cavatis arborum truncis annem permeare latenter facillime trucidarunt.



Romain Van Der Pluym, journaliste à la Dernière Heure-Les Sports Victime de multiples tweets insultants

Pour Romain Van Der Pluym, c'est surtout sur Twitter qu'il faut prendre de la distance. « Globalement, ça reste des messages sur Twitter, ce n'est pas grand-chose. C'est plus pour nous pousser à retirer un article. Il y a des comptes parodiques qui peuvent me faire rire et qui sont dans la pique mais au second degré. Après, il y en a qui sont vraiment sur la remise en question du travail de journaliste. C'est rarement de l'insulte mais



©Dh.net

c'est vraiment pour nous dire qu'on fait mal notre boulot ». Distance à prendre en fonction du calendrier sportif. « C'est par période, il y en a des plus chaudes. Je pense à la période du Mercato, qui est une période plus compliquée où les gens sont plus sur les réseaux sociaux parce qu'ils sont dans l'attente de news et qu'il n'y a pas de foot à la télévision. Je pense qu'ils sont plus à même de fouiller les réseaux sociaux, de tomber sur des journalistes et de leur rentrer dedans. C'est parfois aussi chaud lors des Classicos. Il y a une fois où on s'est retrouvé sur le parking de Sclessin. Des supporters d'Anderlecht sont arrivés et ont commencé à caillasser les supporters du Standard. Les pierres nous passaient au-dessus. Et on a filmé parce que cela reste un événement qui mérite d'être couvert par un média comme la DH. J'ai reçu plein de messages me demandant de retirer la vidéo, au risque de "me retrouver", des choses comme ça ».

« Encore des gens qui vont me dire que je fais mal mon taf »

Des menaces sans réel impact pour le journaliste sportif. Grâce à une carapace forgée avec le temps. « J'avais plus de mal à gérer ça quand j'étais un jeune journaliste. Là, ça fait 7 ans que je suis à temps plein, je me suis forgé une carapace. Mais au début, ça me touchait plus, je me disais « encore des gens qui viennent me dire que je fais mal mon taf ». Ça n'impacte pas mon travail en tant que tel, je continue à faire mon boulot comme je le pense même si je me remets en question. Par contre au quotidien, se lever le matin et tomber sur des trucs comme ça, c'est parfois difficile à encaisser. Quand on n'est pas encore installé dans sa carrière, on prend des petits coups. Je me souviens d'un match Anderlecht-Standard où Edmilson fait un superbe assist. Il n'était pas du tout hors-jeu. Les supporters ont truqué une image où on voit hors-jeu pour essayer de prouver qu'on avait tort. Il y a parfois une mauvaise foi du supporter qui ne comprend pas qu'on doit être critique avec tous les clubs. Quand c'est bien, on le dit, quand c'est mal, on le dit aussi ».

« Il me rendait dingue »

Peu importe la carapace, parfois, il faut (ré)agir. « L'été passé, j'ai dû bloquer une personne tellement elle me rendait dingue avec ses tweets. J'annonce avant tout le monde que Vincent Kompany a contacté Samir Nasri pour revenir à Anderlecht. Le lendemain, je vois plein de personnes se déchainant sur Twitter, disant que c'étaient des conneries. Des tweets où on se moquait de notre réunion de rédaction. Tous les jours cette personne nous envoyait des tweets pour dire qu'on faisait mal notre job. Plusieurs de mes collègues se sont bien amusés à lui répondre quand Nasri a signé à Anderlecht », raconte le journaliste.

« La meute » de Twitter

Si les agressions à l'égard des journalistes semblent de plus en plus fréquentes, il est impossible de porter plainte contre tout le monde. « On n'a pas de chiffres précis, parce que les agressions verbales sur les réseaux sociaux, c'est quotidien », témoigne Jean-Marc Ghéraille, rédacteur en chef de La Dernière Heure-Les Sports. « Certains semblent s'amuser à nous décrédibiliser et à tout remettre en cause. A dire qu'il ne faut pas croire ce qu'il y a dans la presse. Tout ce qu'on peut écrire est sujet à caution. Certains s'amuse aussi à attaquer les gens de manière nominative ou même à lancer des campagnes ciblées contre des journalistes. Je pense qu'un réseau qui est très propice à ce qu'on appelle « la meute », c'est Twitter. C'est sans doute le plus gros déversoir d'ignominies parce que beaucoup de gens se cachent derrière des pseudos. Et là effectivement, on voit souvent des journalistes insultés, diffamés ou victimes d'attaques organisées. A partir du moment où curieusement on se focalise sur un seul journaliste, sur un seul sujet et toujours dans le même sens, c'est inévitablement organisé, il y a quelqu'un derrière. ». Ne pas se laisser bousculer par un Tweet est une chose,

une menace de mort en est une autre. « Une de nos journalistes s'est faite menacée de mort par un présumé terroriste. Il a appelé pour dire qu'il allait la flinguer. Evidemment, nous avons déposé plainte à la police. Mais c'est un cas extrême. Notre journaliste avait peur de sortir de chez elle, des policiers patrouillaient devant son domicile. Ce n'est pas normal : on est journaliste. On n'est pas là pour avoir ce genre problème dans notre métier. Cela dit, je ne veux pas noircir le tableau, ce sont toujours ceux qui râlent qui s'expriment en premier. On ne nous enverra pas de courrier pour nous dire qu'on est les meilleurs ». Jusqu'ici, aucune menace de ce genre n'a été mise à exécution à l'encontre d'un journaliste de la DH. « Cela fait 5 ans que je suis rédacteur en chef et je n'ai jamais vu d'agressions physiques. On a un avantage, c'est qu'on ne vient pas avec une caméra. Cela étant, on demande de plus en plus à nos journalistes de filmer lorsqu'ils sont en reportage. On n'a pas vraiment de mesures de protection physique, parce qu'on n'a pas non plus les moyens. Le journaliste est un citoyen comme un autre sauf que son nom apparaît régulièrement et il peut devenir une cible potentielle. Mais il y a un principe de base, c'est qu'on soutient nos journalistes. On ne lâche pas un journaliste », rassure Jean-Marc Ghéraille.

Les journalistes « aux ordres », un climat de défiance envers les médias, avec ses 5 places perdues en 2 ans au Classement Mondial de la liberté de la presse. Gilets Jaunes, conception du journaliste à la solde du pouvoir, les instigateurs du désormais banalisé « média-bashing » sont nombreux. De tweets insultants à des agressions physiques, chez nous, la violence est bien présente. Malgré tout, il existe bel et bien une hausse.

« On ne tient pas la statistique du nombre de journalistes agressés », admet Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP). « Mais je peux vous dire que chaque année on a des dossiers de violence et que systématiquement on apporte notre soutien. Par la force des choses, la violence sur les réseaux sociaux s'est ajoutée au reste. En ce qui concerne les violences physiques, j'ai l'impression qu'il y a eu une hausse également. Il y a eu le mouvement GJ qui a donné lieu à des agressions par exemple ».

« On ne tient pas la statistique du nombre de journalistes agressés », admet Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP). « Mais je peux vous dire que chaque année on a des dossiers de violence et que systématiquement on apporte notre soutien. Par la force des choses, la violence sur les réseaux sociaux s'est ajoutée au reste. En ce qui concerne les violences physiques, j'ai l'impression qu'il y a eu une hausse également. Il y a eu le mouvement GJ qui a donné lieu à des agressions par exemple ».

Vinciane Votron, journaliste à la RTBF Agressée en plein direct à Feluy en 2018

« S'il vous plaît, dans 10 secondes je suis en direct », demande Vinciane Votron. « RTBF de merde », « cassez-vous d'ici », « paparazzis de merde », rétorquent les Gilets Jaunes. Bruits de pétards, tronçonneuse, cris, trop tard. Le direct est interrompu. Elle avait « décidé de ne plus parler de cet événement » qui l'a « touchée physiquement et psychologiquement ». Le temps ayant fait son œuvre, elle « veut bien faire une exception ». Vinciane Votron, responsable éditoriale de la rédaction de la RTBF à Mons, témoigne 2 ans après son agression à Feluy.

« Il y a un principe de base, c'est qu'on soutient nos journalistes »

Jean-Marc Ghéraille



©Twitter



Novembre 2018, début de la crise des Gilets Jaunes. « On n'est pas encore aguerri, on ne sait pas très bien ce qu'il se passe, qui ils sont. Je devais faire un direct pour Views. On se plante à un rond-point où il y avait un petit feu avec 15 personnes. On commence à s'installer pour le direct. Il faut bien s'imaginer que moi je suis face-caméra, je ne vois pas ce qu'il y a derrière moi. Et devant moi, j'ai une caméra avec un flash dans les yeux. Je ne vois presque rien si ce n'est que l'ambiance commence un peu à s'appesantir parce que je vois des gens couper les arbres qui sont derrière le caméraman pour alimenter le feu. Ils y allaient à la tronçonneuse ».

Dans sa bulle d'avant direct, impossible de se rendre compte d'un potentiel danger. « J'ai le décompte sur mon téléphone. Là je me concentre, dans ce genre d'exercice on est dans sa bulle. La tension augmente et augmente. Je l'analyse comme si on était dans un jeu vidéo où tout-à-coup plein de joueurs arrivent de nulle part, comme une horde. Quand je suis repartie, on était à 100 personnes ». Heureusement, Vincent Hufty, le caméraman, a de l'expérience et insiste pour partir tout de suite.

« Ils ont retenu la portière de ma voiture »

Vinciane tente d'abord le dialogue. « Pendant la séquence, j'ai essayé de leur donner

la parole ». En vain. « Ils ont été agressifs envers moi et le caméraman. Il y avait ce mélange entre les GJ et ceux qui ne l'étaient pas. C'était une pression constante, verbale et physique car j'ai reçu des tesson de bouteille dans les jambes et ma voiture a été griffée. Au moment où on a décidé de partir, ils ont nous « accompagnés » jusqu'à nos véhicules mais en même temps, j'étais un aimant parce qu'ils ne voulaient pas que je parte. Ils ont retenu la portière de ma voiture. Vincent est parti avant moi. Il est parti parce qu'il pensait que les GJ allaient me laisser tranquille sans caméra. Or, je me suis retrouvée toute seule après la séquence. Il y avait un homme à 30 centimètres de mon visage et je me suis dit qu'il allait me frapper, je le voyais dans ses yeux », se rappelle Vinciane.

Des conséquences seulement le lendemain

Après cet épisode, la journaliste reste jusqu'à 3h du matin à la RTBF pour monter des sujets du lendemain. De toute façon, elle « n'arriverait jamais à dormir ». Mais un des problèmes de cette agression, ce sont les conséquences après l'instant T. « C'est le lendemain que j'ai pris toute l'ampleur de la situation avec l'énorme soutien que j'ai reçu, les coups de téléphone. En sortant d'avoir été déposer plainte, j'ai compris que ça n'allait pas. Je n'arrivais plus à dire

LES JOURNALISTES DU POUVOIR

Dans cette séquence, les Gilets Jaunes qui interpellent Vinciane Votron tiennent majoritairement ce même discours de rejet des journalistes. Leurs insultes ont un même fond, à savoir que les journalistes sont à la botte du pouvoir, associés aux élites. Être journaliste serait antinomique avec cette conception floue du « vrai peuple ».

Pour Philippe Leruth, ancien Président de la Fédération Internationale des Journalistes, les réseaux sociaux ont renforcé cette idée de journalistes aux ordres. « Les réseaux sociaux ont véhiculé deux choses : d'une part, tout le monde se prétend journaliste et donc on accuse plus facilement les journalistes de faire partie de « l'ordre établi », d'une vérité officielle. Avec les Gilets Jaunes, des gens justifiaient qu'on s'en prenne ou qu'on intimide des journalistes parce qu'ils représentent des médias

hostiles. Mais si on « casse la gueule » aux journalistes qui ne pensent pas comme vous, il ne restera que ceux qui pensent comme vous et ça c'est une atteinte à la démocratie, tout simplement ». Nicolas Baygert, docteur en information et communication et politologue, épingle également les réseaux sociaux comme un responsable de cette association journaliste-pouvoir. Une croyance qui ne repose finalement que sur le ressenti du consommateur de l'information.

« Il y a d'abord le décloisonnement des agoras d'expression que sont les réseaux sociaux depuis une quinzaine d'années », explique-t-il. « Les réseaux sociaux ont permis l'émergence de toute une série de leaders d'opinion. Ils ont aussi peut-être diminué le taux de fidélité de certains consommateurs de médias vis-à-vis de leurs magazines ou journaux traditionnels. Vous avez aujourd'hui accès à une diversité de sources d'information. Ainsi qu'une tendance à la participation, à l'engagement des individus dans la fabrication de l'information.

Une idée intensifiée par



© Laure Boyer

“ Je me suis dit qu’il allait me frapper, je le voyais dans ses yeux ”

Vinciane Votron

Je ne supporte plus l’agressivité »

Les impacts jusque dans sa vie privée, loin du terrain. « Depuis, je ne supporte plus l’agressivité. Mes enfants se disputaient, je ne le supportais plus. J’ai dû leur expliquer que je traversais une période particulière. J’ai appris que c’était la 5ème vidéo la plus vue en 2018 de la RTBF. J’ai eu toutes sortes de réactions. Le sommet de saturation, c’est avec un parent d’élève. Lorsqu’il m’a dit « Vinciane, tu n’imagines pas la minute de notoriété quand j’ai dit au culot que je te connaissais ». Certains me disaient que j’avais fait preuve de sang-froid, d’autres d’inconscience. Les images disent pas tout, ça m’avait quand même affecté assez fort. C’est pour ça que j’ai arrêté d’en parler, parce que ça ne me faisait pas forcément du bien. Je ne pouvais plus en parler sans que l’on ne parle de ça ».



est cette idée de journalisme citoyen, de participation. De sentiment que le journaliste en tant que tel, n’est plus une profession isolée mais plutôt une fonction et une tâche que peuvent accomplir des citoyens qui se voudraient investis d’une mission sur un sujet d’actualité. Comme on l’a vu dans le contexte des Gilets Jaunes. Certains citoyens estimaient que les médias traditionnels ne faisaient pas leur travail et proposaient une offre de média alternative ».

Les journalistes associés au système

Le pouvoir politique n’est lui aussi, pas exempt de tous reproches. Il est devenu fréquent que des politiques s’attaquent à des journalistes. Coup de communication ou non, les journalistes sont encore une fois rétrogradés comme faisant partie du système.

« On a vu apparaître des forces politiques qui ont fait du média-bashing l’une de leurs spécialités, affirmant que les médias font partie du problème. C’est ce que faisaient déjà Jean-Marie le Pen ou l’extrême-droite pétainienne, c’est ce que fait aussi l’extrême-droite allemande », indique Jean-Paul Marthoz, journaliste et professeur de journalisme à l’ULB et à l’UCLouvain.

« Ce n’est plus une question de confiance ou de défiance mais une question de pratique. Une majorité de la population, surtout chez les jeunes, ne se dirige pas vers la presse directement. Ces personnes ne reconnaissent plus le rôle particulier, singulier des médias. Ils n’y accèdent qu’indirectement via les réseaux sociaux. Ils ne mesurent donc plus l’importance des médias dans une société démocratique. Il y a une évolution sociologique beaucoup plus lourde dans laquelle la presse a été entraînée. Une période de fatigue du modèle démocratique occidental, de mise en cause de toutes les institutions. Du monde politique à celui de la justice. La presse a été em-

portée comme institution qui ne fonctionnait plus. Elle a été accusée d’avoir été, en partie, l’expression de ces institutions qui étaient en train de perdre de la crédibilité ».

“ Il y a un décloisonnement des agoras d’expression que sont les réseaux sociaux ”

Nicolas Baygert



Les journalistes ne partent pas sans rien à la RTBF

Après l’incident de Vinciane Votron, la RTBF est contrainte de réfléchir aux conditions de reportage et de direct. Pourtant, la violence a toujours été présente.

Les consommateurs d’information sont passés des lettres aux Tweets ou commentaires Facebook. « Avec les réseaux sociaux, il y a une forte augmentation de la violence verbale. La frontière est parfois tenue entre la critique acerbe et l’agression. Mais l’agression est en très nette hausse », estime Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l’information de la RTBF.

« Les journalistes reçoivent sur les réseaux sociaux des commentaires à l’emporte-pièce. En général, ce sont des commentaires indirects. La personne ne s’adresse pas à vous en disant : « Vous êtes un crétin » mais en disant aux autres : « Lui, c’est un crétin ». On a beau savoir que ce métier nous expose et que nous sommes des personnalités publiques, il y a des moments où ce n’est plus supportable. Lorsqu’un journaliste est touché, on lui demande d’en faire part à sa hiérarchie et à ses managers de proximité. Puis on voit avec le service juridique s’il y a lieu d’envisager des poursuites ».

Prévention, formation, protection

Les fake news, qui ont « traversé l’Atlantique plus vite que n’importe quelle tornade », n’ont pas aidé. Autre problème des réseaux sociaux : le harcèlement. « Le harcèlement ou la drague lourde sont une autre forme d’agression. Certaines femmes reçoivent des messages avec des propos parfois anodins mais qui, répétés, créent un malaise. Là aussi on essaye d’intervenir. Quand quelqu’un envoie 4 bouquets de fleurs sur la même semaine à une personne, ça commence à peser », considère le patron de l’information du service public. Pour lutter contre cette violence, la RTBF a elle aussi développé des mesures pour protéger ses journalistes. « On a eu quelques moments de violence physique envers des journalistes, femmes ou hommes. On a eu des cas d’agressions particulièrement violents. On a quelques règles où on demande aux journalistes de s’éloigner du danger, de ne pas faire de direct si ce n’est pas possible. On a eu des formations de l’UER pour le travail dans des zones sensibles, zones à risques, zones où il peut y avoir des armes. Comment peut-on se préparer à ce genre de choses ? Evidemment, toute la rédaction ne va pas en formation. Mais tous ces journalistes ne partent pas sans rien sur le terrain », indique Jean-Pierre Jacqmin.



© Oli

A LIRE DEMAIN

Découvrez le témoignage de Daniel Foucart, journaliste chez Nord-Eclair, envoyé à l’hôpital depuis sa propre rédaction. Vous retrouvez également les mesures prises par le groupe Sudpresse pour lutter contre les violences envers les journalistes.

Nicolas Baygert analysera comment le concept de « chambre d’écho » sur les réseaux sociaux peut parfois légitimer la violence.

3 Dossier de la semaine

La colère refoulée sur le journaliste

Chaque rédaction se défend comme elle le peut. Nous l'avons vu avec Vinciane Votron et Romain Van Der Pluym, en direct d'un journal télévisé ou sur Twitter, la violence peut prendre différentes formes. Préméditée ou non, elle peut toucher n'importe quel journaliste. Y compris dans sa propre rédaction...

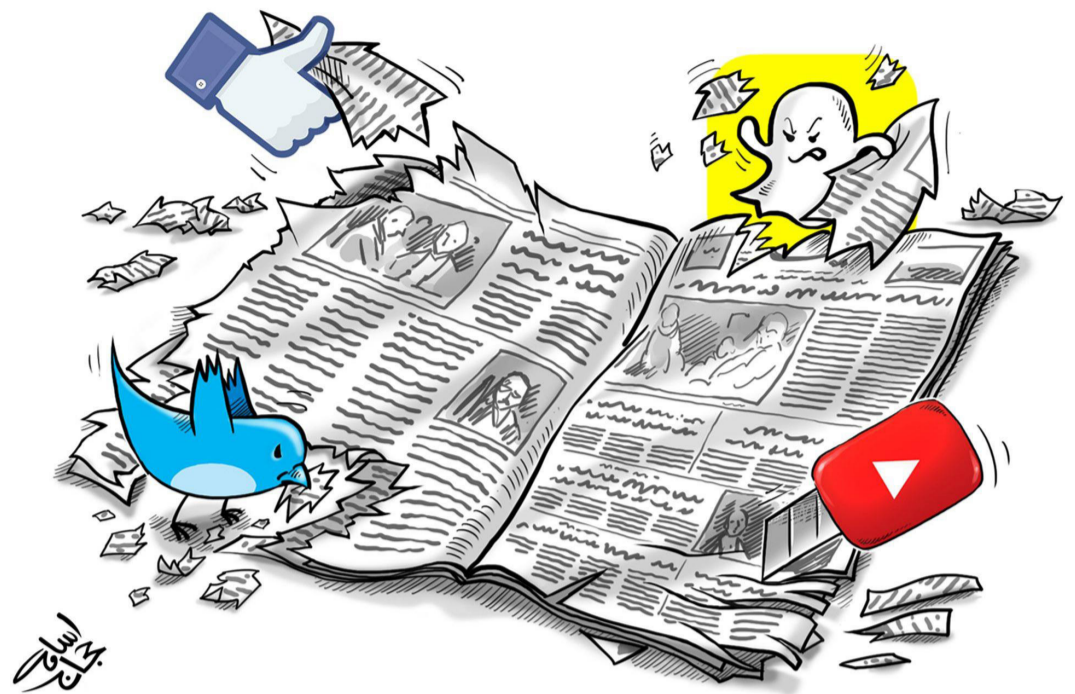
Si ce climat de rejet des journalistes semble légitime, c'est peut-être à cause d'un manque de confiance. Dans un sondage La Libre-RTBF réalisé en 2017, 22% des personnes interrogées considèrent que la presse prend assez de précautions pour vérifier l'exactitude de ses sources. Autres scores révélateurs, les sondés sont 20% à croire que les journalistes savent prendre du recul par rapport aux événements. Seulement 14% en Wallonie pensent que les journalistes font preuve d'objectivité.

Les journalistes les plus touchés

S'il n'existe pas de statistique du nombre d'agressions de journalistes, il est possible de savoir quels sont les journalistes les plus touchés.

« Ce sont les plus visibles, les photographes ou caméramans, en tout cas dans les manifestations ou rassemblements. En fait, ce sont les journalistes les plus facilement identifiables dans une foule qui font l'objet d'agressions. Sur les réseaux sociaux, ce sont les femmes journalistes, c'est très clair. Les hommes et les femmes sont harcelés sur les RS, sur le fond il n'y a pas de différences. Mais en termes de fréquence ou de violence, les études montrent que les femmes sont plus souvent la cible de raids numériques ou de bashing sur les réseaux sociaux », détaille Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des Journalistes Professionnels.

Le plus gros problème en Belgique, ce sont d'ailleurs les réseaux sociaux. « On a aussi des cas de violences physiques qu'il ne faut absolument pas minimiser. Mais ils ne sont pas organisés. Par contre sur les réseaux sociaux, vous avez des raids très élaborés contre certains journalistes qui tendent vers du harcèlement. Et on voit que ce sont des raids bien préparés, ciblés et relayés dans certains milieux, comme ce qu'il se passe avec Florence Hainaut en ce moment », indique-t-elle.



© Osama Hajjaj



Daniel Foucart, journaliste chez Nord-Eclair

Envoyé à l'hôpital par un lecteur

« Moi, j'ai été emmené en ambulance parce que je saignais vraiment beaucoup », précise-t-il.

Une colère compréhensible mais qui n'excuse rien

Remis de son agression, Daniel comprend la raison de la furie de son agresseur. « Ce qui a motivé sa rage, c'est que son fils s'est suicidé en prison. Dans une édition, un de mes collègues a rappelé l'inculpation et autres méfaits de son fils. Il avait déjà été inculpé pour vol. Sauf que mon collègue a écrit « pour viol ». La théorie du père, c'est que son fils a lu l'article et s'est suicidé ensuite. Pour lui, on était responsable ». A l'aise pour en parler 5 ans plus tard, cela reste un événement traumatisant pour le journaliste. « J'ai passé un sale quart d'heure. Il y a eu une tentative de négociation à l'amiable mais j'ai refusé. Je comprenais sa douleur mais j'avais envie qu'il prenne conscience de la gravité des choses. Il m'a fallu du temps pour m'en remettre », indique Daniel Foucart.

« On fermait à clé la porte de la rédaction, c'est dommage »

Après cet événement, Nord-Eclair est obligé de réagir. « On a pris des mesures de sécurité et on fermait à clé la porte de la rédaction. C'est dommage, parce qu'à la rédaction de Nord-Eclair, on est très proche des gens. Les gens viennent nous parler, nous donner une info. Et nous, on mettait une barrière ».

En plus de mesures physiques, s'ajoute l'appréhension de certains reportages, base de la profession. « On est davantage prudent dans l'écriture de faits divers, de faits de violence parce qu'on sait qu'ils peuvent venir à la rédaction. Mais cela n'engage que moi. Si on m'avait dit au début de ma carrière qu'il faudrait s'enfermer pour se protéger des lecteurs, je ne l'aurais pas cru », regrette le journaliste. « Mais les faits sont les faits. Son fils a tiré des coups de feu et on savait qui s'était, on est un journal de proximité et il y avait un véritable intérêt à traiter ces affaires. Il y a une libération de la parole avec les réseaux sociaux. Avant si on avait des propos durs, ils restaient au café du coin. Maintenant on peut le diffuser sur Internet. Et passer de la parole à l'acte, ça ne m'étonne pas vraiment ».

“ J'ai reçu deux coups de poing et j'ai dû me réfugier sous mon bureau pour échapper à ses coups ”

Daniel Foucart

Appel à la haine

En Belgique, les agressions physiques sont plutôt rares, malgré des menaces en ligne. « Des événements comme ce qui est arrivé à notre journaliste Daniel Foucart sont exceptionnels », confie Michel Royer, responsable des journaux du groupe Sudpresse. « Quelques journalistes ont fait l'objet d'appel à la haine sur les réseaux sociaux. On dénonçait leur identité, révélait leur adresse. Pour ces cas-là, les affaires vont en justice parce qu'on protège nos journalistes. Il n'y a pas eu de condamnation mais il était nécessaire de remettre l'église au milieu du village. On a régulièrement, 3-4 fois par an, une agressivité spécifique envers un journaliste. Elle ne menace pas le journal mais plus l'auteur d'un article. A ce moment-là, deux solutions s'offrent à nous. Soit on essaye d'avoir un contact direct avec l'agresseur, – ce qui est difficile-, soit on porte plainte. En général ce sont des gens qui font déjà l'objet de poursuites pénales, déjà des agresseurs. De cette manière, il y a une intervention judiciaire pour montrer qu'on prend les choses très au sérieux. Globalement les choses se calment à partir de ce moment-là ».

D'après le responsable de Sudpresse, la méconnaissance du fonctionnement de la presse est un facteur de mécontentement. « Par exemple, il arrive qu'une personne condamnée par les tribunaux soit fâchée d'apprendre que son identité ou les faits commis se retrouvent dans le journal. Ils ne comprennent pas que les audiences du tribunal sont publiques. Ils ne comprennent pas non plus comment fonctionne la presse. Ni pourquoi on s'intéresse aux faits divers, bagarres etc ». A Sudpresse, on essaye d'écouter les critiques. Sans minimiser la violence liée au métier. « Chaque média a sa ligne éditoriale, son champ d'action. Bien sûr, ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas parfois pas revoir cette ligne, s'adapter ou évoluer. On essaye d'encadrer les journalistes au maximum pour essayer de ne pas influencer leur travail. On ne les coupe pas de ce qui les concerne bien sûr, mais on veut les débarrasser au maximum de leurs tracas du quotidien », assure Michel Royer.



Daniel Foucart, journaliste à la rédaction de Nord-Eclair, s'est fait violemment agresser dans sa propre rédaction. Son agresseur est le père d'un jeune homme, auteur de plusieurs coups de feu sur des bus depuis la gare de Mouscron. Nord-Eclair avait détaillé les faits dans le journal. « Ça rappelait un peu le « tueur fou de Mouscron ». Ça avait un peu suscité la psychose. L'homme qui avait fait ça a été rapidement interpellé. Comme tous les autres médias, nous avons publié son nom. Le père du tireur a débarqué à la rédaction. Il est arrivé furax et ne comprenait pas pourquoi on parlait de cette affaire et pourquoi on salissait son nom. C'était un ancien para-commando qui a travaillé comme vigile, quelqu'un d'assez costaud. Il s'en était pris à une de mes collègues. Toute la rédaction était présente et les hommes sont intervenus. J'ai discuté avec cet homme. Je lui ai expliqué que c'était un fait divers, que tout le monde en avait parlé, etc. Et j'ai réussi à l'apaiser. Il est même ressorti de la rédaction en me remerciant de l'avoir écouté », relate Daniel Foucart.

L'homme est calmé, aucun blessé. A ce moment-là, le journaliste pense cette affaire derrière lui. A tort. Le père du tireur revient une deuxième fois à la rédaction, cette fois-ci plus déterminé à en découdre.

« On était 2 à la rédaction. Un jeune journaliste et moi. On voit ce monsieur entrer. Je le reconnais et je vais vers lui en lui disant « tiens vous êtes le père d'untel, qui est en prison ». Là, il est entré dans une furie folle, il n'était plus dans un état normal. Je n'ai même pas eu le temps de m'expliquer. Il a foncé vers moi, il a pris tout ce qu'il y avait sur mon bureau pour me taper dessus, c'est le début du calvaire de Daniel, qui n'a jamais écrit une seule ligne sur l'affaire du tireur. Ni sur le fils, ni sur le père. Surpris, démuné et accablé, Daniel Foucart se défend comme il peut. « J'ai reçu un coup au cuir chevelu, j'ai saigné abondamment. J'ai reçu deux coups de poing et j'ai dû me réfugier sous mon bureau pour échapper à ses coups. Là, il m'a donné des coups de pied. J'ai eu deux côtes froissées. Je dois mon salut au fait que j'ai pu passer sous mon bureau, fuir dans le petit jardin derrière et me cacher derrière la baie vitrée ». L'homme s'échappe ensuite et est interpellé par la police après un coup de téléphone du jeune collègue de Daniel.



© Alice Durand

L'introspection des journalistes

Doivent-ils se remettre en question?



Dans toutes ces agressions de journalistes, Philippe Leruth, ancien Président de la Fédération Internationale des Journalistes, y voit un fond de culpabilité du journaliste. A dose homéopathique. Non pas que les journalistes méritent cette agressivité, mais il y a peut-être dans ce climat de défiance un défi à relever. « C'est peut-être l'occasion d'une introspection du journaliste. Ça nous renvoie à la manière dont on exerce notre métier et aux conditions dans lesquelles on l'exerce. Est-on toujours assez critique avec notre manière de travailler ? A partir de là, on peut ouvrir un débat très large. Mais je tiens à apporter une précision, les journalistes n'ont jamais prétendu qu'ils étaient les seuls à détenir l'information. N'importe qui peut avoir une information. Vous sortez dans la rue, vous êtes témoin d'un accident, vous avez une information. La différence c'est qu'un journaliste recoupe l'information, la met en perspective, la critique, la vérifie. Alors que sur le web, on lance des informations sans les vérifier et qui deviennent vérité. Et on soupçonne les journalistes qui les recouperent voire qui les contredisent d'être aux ordres ».

Le bâtonnage, le fait de copier/coller un communiqué de presse en ajoutant quelques phrases, fait du tort à la profession, d'après l'ancien Président de la FIJ. « Quand j'ai commencé ma profession de journaliste, il m'arrivait de téléphoner dans un ministère et de demander à la réceptionniste de pouvoir parler au ministre. Je l'avais en ligne et je pouvais lui poser des questions. Maintenant, les ministres mais aussi toutes les institutions ont des attachés de presse.



© Chedly Belkhamza

Ce n'est pas une mauvaise chose mais ils servent d'écran. Ils sont là pour diffuser une vérité préparée. Et parfois les journalistes répercutent cette information préparée sans forcément la recouper. C'est aussi parce que leurs conditions de travail deviennent plus difficiles mais ils prétent eux-mêmes le flan à cette méfiance ».

Vérification des faits contre émotions

Le journalisme n'est pas un métier comme les autres. Chaque jour, le journaliste doit faire la part des choses entre émotion et vérification des faits en (di)gérant l'information. « Les journalistes ont une place centrale dans la manière dont s'organisent les débats autour de l'information », commente Jean-Paul Marthoz, directeur européen de l'information à Human Right Watch. « Quelque part, les journalistes sont prévisibles et perçus aussi comme différents. C'est-à-dire répondant à la fois à une démarche qui n'est pas naturelle dans les débats actuels, le fait de tra-

vailler son information. Aujourd'hui, l'opinion réagit surtout à l'émotion. Le journaliste qui travaille dérange parce qu'il va systématiquement s'opposer aux sensations, aux émotions. Il va poser une méthodologie de vérification des faits plus rationnelle qui peut déboucher sur des faits qui ne sont pas ceux que la population attend », expose Jean-Paul Marthoz.

« *Le journaliste dérange parce qu'il s'oppose aux sensations* »

Jean-Paul Marthoz

LES JOURNALISTES ET LES RESEAUX SOCIAUX

Les réseaux sociaux ont leur part de responsabilité dans cette défiance envers les médias. « Un phénomène étudié, c'est l'impact des algorithmes auxquels nous sommes confrontés sur les plateformes des réseaux sociaux. Le phénomène de création de chambre d'écho », mentionne Nicolas Baygert, docteur en information et communication et politologue. « Cette chambre nous met en contact d'opinions et de personnes qui partagent nos valeurs, notre regard sur le monde. Cette caisse de résonance amplifie un certain nombre de points de vue et lorsque celle-ci contraste avec la parole officielle, entendue dans les médias, il y a un phénomène de divorce qui s'effectue. C'est un renforcement d'une parole dissidente, on a l'impression que les idées qui sont discutées et documentées sur les réseaux sociaux ne se retrouvent pas dans les médias mainstream. Une sorte de césure entre la réalité telle qu'elle se fabrique en ligne dans les chambres d'écho et celle des médias mainstream », affirme le docteur en information et communication et politologue.

La portée avant la vérité

André Linard, premier Président du Conseil de Déontologie Journalistique, pointe lui aussi les réseaux sociaux. En plus des chambres d'écho, la tendance sur Facebook ou Twitter est au plus grand nombre de likes ou de retweets. « Tout le monde peut s'exprimer sur tout, peut avoir son mini-média, son blog. Il y a une diminution du rôle de filtres des médias. On pourrait dire que c'est une censure qui disparaît au profit de la liberté d'expression des gens, mais en contrepoint, cela ouvre la porte à n'importe quoi et n'importe quelle parole. De plus en plus, des anonymes aux chefs d'États, on ne cherche plus la vérité mais sa propre vérité. C'est ce que Trump appelait les « faits alternatifs » au début de son mandat. Tout le monde peut donner son avis, que ce soit vrai ou pas, l'important c'est la portée. Dans ce climat-là, le journaliste dérange encore plus. Plus on dérange, plus on est susceptible d'être la cible de la violence. Ça commence par des violences verbales mais cela peut se traduire par des menaces physiques ou des agressions réelles », analyse André Linard.

A LIRE DEMAIN

Découvrez comment la rédaction de RTL Info se prémunit contre les violences faites aux journalistes sur le terrain. Mais également sur Facebook, avec le témoignage de Salima Belabbas, victime d'insultes au lendemain de sa première présentation du journal télévisé de RTL.

Nous verrons avec Dorian De Meûs, rédacteur en chef de La Libre Belgique, comment le Courrier des lecteurs peut être à double tranchant.

André Linard, ancien Président du Conseil de Déontologie Journalistique, analysera ce rôle de « contre-pouvoir », parfois défavorable à la profession.

soirmag.be

TOUT LE CONTENU DIGITAL DU SOIRMAG POUR

1€
le 1^{er} mois



Je m'abonne

5 Dossier de la semaine

Protéger les journalistes pour protéger la liberté

Apparentés aux pouvoirs, les journalistes seraient « déconnectés » du peuple. Si journalisme doit rimer avec pouvoir, c'est dans son rôle de 4ème pouvoir ou de contre-pouvoir. Daniel Foucart en a fait les frais, il est impossible d'anticiper la violence. A RTL, on mise sur la prévention. Du côté de La Libre Belgique, on filtre le Courrier des lecteurs.

A la question « la violence doit-elle faire partie du métier de journaliste ? », les rédacteurs en chef interrogés sont unanimes. C'est un non ferme et solide. Pourtant elle est bien là et il faut composer avec elle tous les jours. Il est assez complexe d'exercer un rôle de relayeur d'informations lorsque le public vous restreint une partie du terrain. Ou lorsque par crainte de messages fustigeant un journaliste, certains dossiers sont traités différemment, voire oubliés. S'il n'y a pas de solidarité ou de soutien mondial des journalistes, ceux dont le métier est de « porter la plume dans la plaie », ne restent pas sans défense. Fédération Internationale des Journalistes, Reporters Sans Frontières, Plateforme du Conseil de l'Europe pour la protection des journalistes, diverses institutions peuvent leur venir en aide. En cas d'agression en Belgique francophone, l'Association des Journalistes Professionnels se constituera partie civile si le journaliste porte plainte. C'est une manière d'éviter « que le dossier soit classé « sans suite » trop rapidement », d'après la secrétaire générale Martine Simonis. L'AJP prend également en charge les frais d'avocat pour les journalistes affiliés.

Salima Belabbas, présentatrice du 19h de RTL

Insultée sur Facebook



Après sa première présentation au RTL Info 13h, en juin 2019, Salima Belabbas fait l'objet de messages racistes sur les réseaux sociaux. « Peut-on avoir un présentateur belge en Belgique ? », lit-on sur Facebook. Des commentaires survenus 9 mois après des attaques similaires envers Cécile Djunga, présentatrice de la météo.

La présentatrice du 19h estime ces commentaires mineurs, voire anecdotiques. « Je ne dirais pas qu'il y a eu de nombreux commentaires racistes. J'ai été surprise de la couverture médiatique qui a suivi. Au contraire, avec mes collègues journalistes, on avait plutôt noté l'immense majorité de commentaires positifs et encourageants. On parle de centaines de commentaires sous l'article publié sur le site RTL INFO. D'après mes souvenirs, je dirais peut-être moins de cinq ou sept commentaires qui ont été modérés, j'insiste là-dessus, parce que je pense que cela fait partie de notre responsabilité en tant que journalistes ». Presque indifférente aux attaques, elle n'a pas songé à répondre. « Je n'ai pas été visée sous une publication personnelle, sur un compte personnel ou au téléphone comme Cécile Djunga. Elle avait aussi poussé un coup de gueule bien compréhensible pour des situations répétées dans le temps. Je pense que mon expérience, à ce moment-là, a été différente. Même si un commentaire raciste, un commentaire discriminant est un commentaire de trop. La première réaction, selon moi à avoir, est de modérer un tel commentaire, y compris s'il le faut en le signalant comme c'est proposé sur certaines plateformes, ou en bannissant la personne qui systématiquement émettrait des commentaires qui contreviennent à la loi ». Dans ce cas, la modération des commentaires suffit. Pas la peine de porter plainte pour la présentatrice. « D'un point de vue personnel, je ne me suis pas sentie agressée par ces quelques commentaires au milieu de très nombreux messages positifs. Sans couverture médiatique, je ne l'aurais peut-être même pas remarqué. Une réponse a été apportée par communiqué, pour réaffirmer nos valeurs et la condamnation de tout type de discrimination. Cet aspect est très important pour moi. J'ai été écoutée et consultée par le service juridique notamment, pour savoir si j'avais envie de porter plainte. Mais ce n'était pas le cas ».



La violence là où on ne l'attend pas

Laurent Haulotte est directeur de l'information de la rédaction de RTL. En 25ans de métier, il constate une évolution de la violence. « Avant, la violence était plus contextualisée. Par exemple, lorsqu'on couvrait des manifestations de soutien aux Palestiniens ou pendant les moments de tension au Moyen-Orient. Là, notre car-satellite avait été complètement amoché », se rappelle Laurent Haulotte. « Il arrivait aussi qu'on doive faire face à de la violence lors de manifestations syndicales mais elle était déjà sur place avant que l'on arrive. Ce qui a changé assez fortement, ces 3-4 ou 5 dernières années, c'est une défiance plus généralisée qui arrive à des endroits où l'on ne s'y attend pas. On va faire un sujet sur les soldes dans un centre commercial et tout d'un coup quelqu'un nous dit : « Barrez-vous, vous êtes des pourris » ou ce genre de choses. C'est beaucoup plus fréquent qu'il y a dix ou quinze ans. Il y avait peut-être une sympathie plus forte envers la télé, on se demandait comment ça fonctionnait... Il y a eu des phénomènes marquants, le terrorisme et les Gilets Jaunes. Là, c'était le festival dès qu'on allait couvrir quelque chose. On se faisait caillasser, on était derrière la police pour prendre quelques malheureuses images ». En cas d'agression le réflexe reste de porter plainte, souvent en vain. « L'entreprise peut également porter plainte lors de harcèlement sur les réseaux sociaux. Mais très honnêtement, je n'ai pas le souvenir qu'une plainte ait réellement abouti ».

Mieux vaut prévenir que guérir

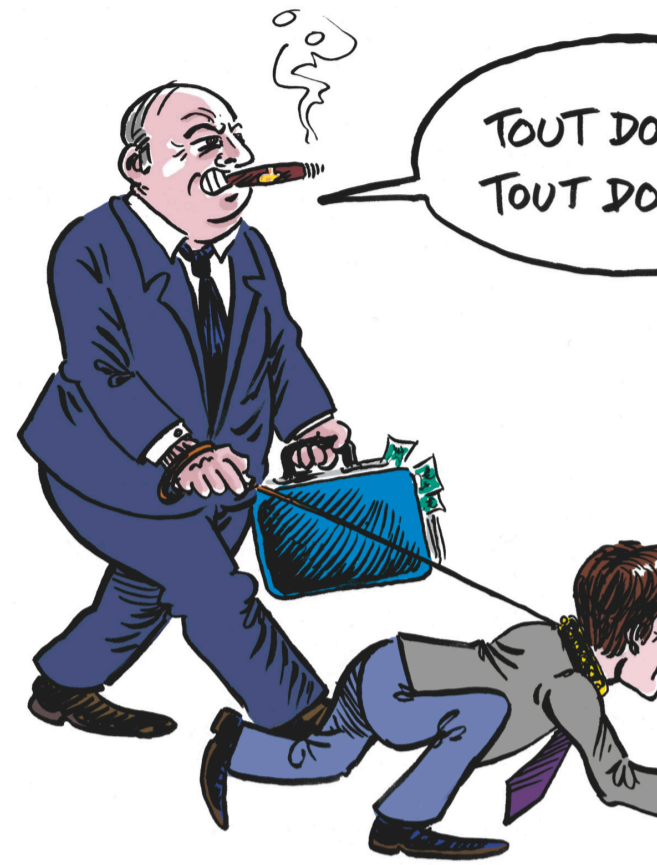
Si la violence est inévitable sur le terrain, il faut l'anticiper. RTL décide de jouer la carte du « mieux vaut prévenir que guérir ». « En tant que rédaction, on est plutôt dans la prévention. On analyse les zones dangereuses. C'est une évidence si l'on va en Syrie, mais il y a aussi des zones dangereuses dans certains quartiers en Belgique. Dans le cadre des attentats, on avait un fixeur, c'est-à-dire une personne qui

Les journalistes déconnectés

Les journalistes seraient dans leur bulle. Vraie ou pas, c'est en tout cas une critique qui leur est faite. Une de plus pour décrédibiliser la presse, et peut-être pour avoir bonne conscience après avoir lâché un commentaire incendiaire sur Facebook. Cette critique s'appelle le framing des médias. « Ce sont des critiques de consommateurs de médias. Ils ont l'impression que dans le cadre d'interprétation du réel qui est imposé sur des faits de société (écologie, migration, politique), il y a une forme de manipulation, de réécriture », renseigne Nicolas Baygert, docteur en information et communication et politologue. « Un découpage du réel qui se fait en fonction de valeurs de la caste des journalistes et qui ne correspond pas au pluralisme des options de la société. On l'observe partout et pas seulement dans la fachsphère, mais dans tous types de traitements médiatiques. On se dit que ce sont les journalistes et médias traditionnels qui sont déconnectés de la réalité puisque nous avons une autre perspective sur l'actualité ».

La culture, une tare

Les journalistes sont associés au pouvoir, aux élites, à des personnes avec un rythme de vie élevé. La classe dominante qu'entend le sociologue Pierre Bourdieu. C'est d'ailleurs le terreau de bon nombre de théories du complot. Une vision très ancrée, parfois totalement à côté de la plaque. « Une partie des journalistes fait partie de la petite classe moyenne. Alors qu'ils sont perçus comme des élites », note le professeur de journalisme Jean-Paul Marthoz. « C'est vrai que culturellement, les journalistes sont plus proches de la société qui s'en sort bien que de celle qui s'en sort mal. Ce petit décalage culturel, pas nécessairement financier, fait que les journalistes sont perçus comme faisant partie de la société dominante. Cela favorise la vision du journaliste comme adversaire, ils font le parfait bouc-émissaire. On ne choisit jamais comme bouc-émissaire une population qui est forte, mais plus fragilisée. Il y a eu un problème dans les médias. Une déconnexion entre une majorité de la presse et une partie de la population. Notamment la population ouvrière ou la classe moyenne qui s'est sentie marginalisée, parfois humiliée par des journalistes qui pour eux apparaissent comme des éléments de la haute caste intellectuelle ». D'après une enquête menée en 2018 par l'UGent, l'UMons et l'ULB, soutenue par l'AJP, un journaliste en CDI gagne en moyenne 2.341 € net par mois, pour 43h de travail par semaine.



Nickolov

connaît les gens, qui connaît le terrain, qui peut nous introduire etc. Autrefois, on ne faisait appel à un fixeur qu'à l'étranger, c'est devenu utile en Belgique. On réfléchit au tournage en amont. Ensuite, on donne la consigne de ne jamais aller à l'affrontement. C'est quasiment impossible de discuter dans ces cas-là, il ne faut pas provoquer. Et si possible être dans les dispositifs de la police, mais c'est à double tranchant, parce que parfois ça renforce l'idée que les « journalistes sont avec la police », développe Laurent Haulotte.

Moins de logos RTL sur les voitures

Les réseaux sociaux offrent une facilité à insulter sans limite, parfois déconcertante. Pour Laurent Haulotte, Facebook ou Twitter ont un rôle extrêmement important dans ce phénomène. Les médias traditionnels ne sont pas préparés et encore moins armés pour lutter contre les insultes en ligne. « Dans les années 80-90, on disait parfois qu'RTL était la télé du capital, mais c'était sans incidence. Les réseaux sociaux ont été une énorme vitrine pour ce genre de propos. Ils ont été instrumentalisés par des groupes de pression. L'intérêt est de créer de la défiance pour mieux faire circuler leurs propres messages via les réseaux sociaux. En fait, c'est du populisme. Ni plus ni moins. C'est un réel problème contre lequel on est très peu armés.

On entreprend très peu d'actions parce qu'en disant « écoutez les médias traditionnels », cela peut renforcer ces clichés », réfléchit le directeur de l'information. « On y a pensé avec la crise du coronavirus parce qu'il y a eu un retour aux médias traditionnels. C'était peut-être

le moment. Mais on ne l'a finalement pas fait. Je suis peut-être un peu défaitiste mais je crois que les gens qui croient ce genre de messages, on ne pourra pas les récupérer. Ça nous dépasse, c'est une question sociétale d'éducation, même si les médias ont un rôle à jouer ».

En plus de la prévention, RTL reste fidèle à ses valeurs. Une solution avancée par Laurent Haulotte. « Ce qu'on peut faire, c'est respecter notre déontologie et expliquer clairement les choses pour que tout le monde comprenne. Il faut veiller à ne pas être trop complexe afin de n'exclure aucun public. Parce que plus les gens se sentent exclus, plus ils partent ailleurs. Je crois qu'il faut être accessible à tout le monde, c'est la clé. Se rappeler qu'on fait ce métier pour les gens, pas pour nous ».

Autre solution : les gardes du corps. « Ce que l'on fait assez souvent lors des grandes manifestations, c'est engager des gardes du corps. Ils sécurisent le car-satellite et l'équipe sur le terrain. Mais parfois la présence de gardes du corps est provocante. Autrefois, toutes nos voitures étaient floquées RTL. Désormais, on évite de plus en plus d'afficher notre logo sur nos véhicules », précise le directeur de l'information de RTL.

“ Je suis peut-être un peu défaitiste ”

Laurent Haulotte

Les rédacteurs en chef à la rescousse

Les journalistes dérangeant

Pour Philippe Leruth, ancien Président de la Fédération Internationale des Journalistes, les journalistes doivent sortir de leur zone de confort. « Il faut regagner ce rôle de journaliste critique. Quand on regarde l'électorat de Trump ou de Marine Le Pen, ce sont parfois des gens oubliés de tous, y compris des médias. Il faut retrouver le chemin de ces gens-là et parler des problèmes qui les intéressent. Cela renvoie au problème des conditions de travail des journalistes où on réduit des effectifs parce qu'une rédaction n'est pas tout de suite rentable. Pourtant, c'est ça notre boulot, ce n'est pas être vissé sur une chaise. On doit retrouver notre rôle de proximité et de critique. Il le faut pour l'avenir du journalisme ». Outre la question des réseaux sociaux, des conditions de travail ou de mouvements tels que celui des Gilets Jaunes, il y a cette noble vision du journaliste qui dérange. « La violence a toujours existé mais il y a aujourd'hui une série de contextes qui constituent des accélérateurs. Elle a toujours existé parce que le journalisme, quand il est bien fait, c'est un métier qui dérange », assure André Linard, premier Président du Conseil de Déontologie Journalistique. « Je ne le définis jamais comme un quatrième pouvoir, mais comme un contre-pouvoir. Les journalistes sont là pour pointer du doigt des modes de fonctionnement dans la société même quand ils ne sont pas corrects. Pour comprendre une prise de décision, pour aller voir derrière les apparences. Fatalement les journalistes dérangeant. Et si le journalisme dérange, il y a des résistances par rapport à cela, qui peuvent prendre différentes formes », poursuit-il.

Faire taire les journalistes

Sur Internet, difficile de mesurer la conséquence de tweets ou commentaires Facebook insultants. « Il y a une violence qui est passée des autorités au public, voir parfois de certaines personnes qui ont des responsabilités. Aujourd'hui, si cette pression des autorités est moindre, la pression du public est plus importante. Des anonymes mais aussi de personnes investies d'une certaine notoriété. Par exemple, le site satirique Nordpresse avait dénoncé un article écrit par une journaliste de Sudpresse. Ça, il en avait le droit. Mais il y avait aussi la publication de son adresse privée avec des termes qui invitaient presque à lui casser la gueule », rappelle l'ancien Président du CDJ. Et pas besoin d'en arriver aux mains pour faire du mal. « Ça ne se traduit pas forcément par des violences physiques mais dans le fait de faire taire les journalistes par crainte de violence. Récemment, une journaliste de la RTBF a fait fermer son compte Twitter parce qu'elle était harcelée, et ça arrive souvent. Elle critiquait des violences sur des migrants, et un président de parti a rajouté de l'huile sur le feu. Il a attisé les choses au point qu'elle a fermé son compte ». André Linard est formel : « Dans tous les cas, ce sont des violences pour faire taire des voix ».



André Linard
Secrétaire général du Conseil
de Déontologie Journalistique
de Belgique

© Patrick Chapatte

Quand j'estime qu'il est pertinent, qu'il a quelque chose à nuancer, quelque chose de juste, alors je reviens vers le journaliste. Et puis vous avez ceux qui ralentent très fort et qui disent qu'ils veulent se désabonner. Mais en général, les gens qui disent qu'ils veulent se désabonner ne sont pas abonnés », sourit Dorian de Meûs. Le dialogue fonctionne globalement plutôt bien.

« L'attaque baisse directement de ton lorsque l'on y répond. Dans la plupart des cas, on reçoit des « Merci d'avoir pris le temps de me répondre, je comprends bien les difficultés que vous avez etc. C'est donc très important de dialoguer, de récupérer ce lecteur et de lui dire « Ok, on ne s'est peut-être pas comportés comme il le fallait, on a peut-être sous-estimé certaines choses, mais ce n'est pas toujours facile », appuie-t-il.

« Se faire attaquer de toutes parts, c'est très bon signe »

Le maître mot derrière ces solutions de fortunes, c'est la protection des journalistes.

« C'est aussi et surtout une protection psychologique pour nos journalistes », souligne le rédacteur en chef de La Libre. « On ne veut pas qu'ils soient bouleversés ou qu'ils perdent trop de temps. En ce qui concerne la violence physique, nous avons déjà dû dire à la réception : " attention, il y a telle ou telle personne qui ne peut pas rentrer à la rédaction ou dans l'immeuble". On doit parfois faire des signalements à la police. Plusieurs fois par an mais pas tous les jours.

Ça m'est déjà arrivé de rentrer dans le hall et d'entendre quelqu'un hurler ou exiger qu'on m'appelle mais je ne me retourne pas et je continue mon chemin.

“ J'ai déjà reçu des sms de collègues qui me disent : attention ne sors pas de ton bureau il y a quelqu'un de très énervé qui t'attend dehors ”

Dorian de Meûs

J'ai déjà reçu des sms de collègues qui me disent « attention ne sors pas de ton bureau il y a quelqu'un de très énervé qui t'attend dehors ». Voilà. C'est anecdotique. Mais c'est comme cela que l'on se protège au quotidien », confie le paratonnerre de La Libre. Pour Dorian De Meûs, si ces attaques sont parfois blessantes, elles sont aussi la preuve d'un travail juste. « Pour la 5G, les pour et les contre nous disaient que l'on était à la botte de quelqu'un. Moi j'estime que si l'on est attaqué de toutes parts, c'est très bon signe. Ça veut dire qu'on a été juste. Personne ne se sent défendu ou attaqué. Un sujet clivant n'est jamais tout blanc ou tout noir. Et on essaye de donner la parole à nos lecteurs via le Courrier des lecteurs. Si La Libre a retiré les commentaires sur Facebook il y a 2 ans, c'est notamment à cause de ces insultes », conclut Dorian de Meûs.

Il ne faut pas céder

Pas si facile d'être journaliste en Belgique n'est-ce pas ?

Les conditions de travail, l'urgence, la précarité des jeunes pigistes, l'incertitude des journalistes indépendants... Comme si on avait besoin de ça. Ce fameux « média-bashing ». Banalisé voir même bien vu, il est un vecteur de violence. Il la légitime.

Pourtant il faut faire avec. Cette violence a toujours existé et existera toujours. Elle se trouve désormais sur les réseaux sociaux, c'est le plus gros problème en Belgique. Difficile de lutter, lorsqu'il est de notoriété publique que Facebook ou Twitter ne met pas la lutte contre la haine en ligne -ou du moins contre les journalistes- au centre de ses priorités.

Certes, l'AJP est un solide allié. Partie civile, soutien moral, prise en charge des frais d'avocat pour les journalistes affiliés, les victimes d'agressions en ligne ne sont pas démunies. Mais ce n'est parfois pas suffisant. Et puis il faut le courage de s'engager dans des poursuites judiciaires. Oui, c'est éprouvant, cette violence en ligne. A chaque publication d'articles, à chaque Tweet, après chaque publication ou journal télévisé. Oui, c'est lourd de devoir travailler en sachant que chaque ligne ou chaque phrase sera passée au peigne fin par une partie du public. Dans le seul but de lyncher un journaliste à la moindre erreur. De savoir que les critiques fondées sur le fond d'un sujet (et il en faudra toujours) se muent en attaques ad hominem.

Oui, il faut des nerfs d'acier pour supporter ces « raids numériques ». Ce déferlement d'insultes,



une adresse de domicile révélée, une invitation à vous boycotter. Un raid, c'est une « incursion rapide exécutée en territoire inconnu ou ennemi pour recueillir des renseignements, capturer des prisonniers ou du matériel, bombarder un objectif, etc ». Les journalistes sont donc devenus des « ennemis » qu'il faut « bombarder ». Il en faut de la passion pour exercer ce métier...

Mais s'il vous plaît, chers Journalistes, ne cédez pas. Aux attaques ou insultes. Ni aux raids, ni aux intimidations. Sinon ils auront gagné. C'est compliqué, mais ne fermez pas vos comptes Twitter ou Facebook. Ne vous effacez pas, ne disparaîsez pas. Soyez fort.

Si tous les journalistes suppriment leur identité numérique, il n'y aura plus de journalistes. C'est mathématique. Et ça, inutile d'écrire en quoi ce serait une catastrophe. Continuez à traiter des dossiers épineux.

Contre-pouvoir, chien de garde de la démocratie, 4ème pouvoir, appelez-vous comme vous voulez. Vous êtes peut-être même tout cela à la fois. Ce qui est sûr, c'est que vous êtes journalistes. Par ce fait même, il ne faut pas céder. Pour la profession, pour la démocratie, pour l'autre partie du public qui croit toujours en vous. Et il y en a, il suffit de voir ce retour aux médias traditionnels pendant cette crise du coronavirus.

C'est une évolution du métier. A « bonne plume », « sélection de l'information » ou « curiosité », il faut à présent ajouter « Nerfs solides. Carapace. Ne se laisse pas abattre », aux compétences. Cette violence ne devrait pas exister. Mais elle est là.

La meilleure des réponses, c'est de continuer à exercer ce métier indispensable de journaliste. S'il vous plaît, pour le bien de tous, ne cédez pas.

Laurick Ayoub

UX,
UX!



©Mickomix



Le paratonnerre de La Libre

Pas besoin d'une caméra pour se faire insulter

Dorian de Meûs est rédacteur en chef de La Libre. « La plupart des violences surviennent quand on traite un sujet clivant. La 5G, par exemple. Ou les traitements du Covid-19. Et les théories du complot, bien sûr. Il existe aussi des violences quand vous êtes touchés personnellement par un article, quand on parle de vous, de votre entreprise, de vos faits, des faits divers. Là, les gens réagissent de manière passionnelle. Une des raisons pour lesquelles cette violence existe, c'est l'absence de droit à l'oubli avec Internet », explique Dorian De Meûs. Il protège sa rédaction en filtrant les messages directement adressés aux journalistes.

« Je suis un paratonnerre par rapport au Courrier des lecteurs. Parce que ça peut être difficile à vivre. Sur les sujets clivants, soit les gens vous encouragent parce qu'ils sont d'accord, soit ils vous insultent d'incapable. Ou d'être à la botte des lobbies et de ne pas dire la vérité. Les mots sont parfois plus violents que les actes. Il y a des journalistes qui ne supportent pas du tout de recevoir ce genre de mails. Quand le secrétariat les leur transfère directement, ça fait des histoires. Donc je reçois les mails, je lis tout, mais je ne réponds pas aux insultes. Jamais ». En tant que rédacteur en chef, Dorian De Meûs filtre ces mails avec le dialogue comme leitmotiv. « La règle que je donne au secrétariat est simple, quand un mail d'insultes est directement adressé à un journaliste, il faut me l'envoyer », renseigne le rédacteur en chef.